

# L'Asie en développement face à la crise mondiale

L'Asie en développement se trouve face à son année la plus difficile depuis la crise financière de 1997–1998. L'effondrement du commerce mondial provoqué par la crise économique globale a eu de profondes répercussions sur l'activité manufacturière de la région. Le ralentissement est source de difficultés pour les ménages ruraux en raison de la disparition des emplois non agricoles. Les ripostes des responsables politiques de la région devraient atténuer les effets de la crise.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les économies de la planète sont de plus en plus interdépendantes. Les marchandises, les travailleurs et le capital franchissent désormais régulièrement les frontières nationales car les barrières sont tombées. Les histoires de développement réussies en Asie de l'Est témoignent des immenses avantages de l'ouverture. Néanmoins, ces relations comportent aussi des risques puisque les crises économiques nationales deviennent de plus en plus difficiles à isoler. La crise économique mondiale actuelle a débuté sur le marché américain avec les défaillances des prêts hypothécaires à risque. Les effets de ces défaillances ont fait bouler de neige au-delà du secteur financier des États-Unis, jusque sur les marchés financiers du monde entier, et ont finalement asphyxié le commerce et la production mondiaux.

Les économies en développement des pays d'Asie – à l'exception du Japon – ont autant souffert que le reste du monde. Dans son *Asian Development Outlook 2009 Update*, la Banque asiati-

que de développement (BAD) note que la croissance rapide du produit intérieur brut (PIB) de la région, qui culminait à 9,5 pour cent en 2007, a baissé à 6,1 pour cent en 2008 et pourrait ralentir davantage pour atteindre 3,49 pour cent en 2009, et ce en raison de la crise mondiale. Bien que celle-ci ait son origine dans le secteur de la finance, les économies asiatiques en développement ont été davantage affectées par les forces des secteurs réels : les échanges commerciaux de marchandises et de services.

## ■ Voies de contagion de l'Asie en développement

La croissance rapide de l'Asie en développement repose sur un commerce mondial vigoureux. Depuis jan-

vier 2009, la chute des exportations de l'Asie en développement a été désastreuse, atteignant 20 pour cent en Asie de l'Est, du Sud-Est et du Sud, même si des signes de reprise se font ressentir depuis peu (Figure 1). Ce retournement dramatique reflète l'effondrement des volumes du commerce mondial des derniers mois liés à l'évaporation de la demande d'importations des économies industrielles. Tandis que la croissance a ralenti dans toute la région, les économies qui sont les plus tributaires du commerce – comme celles nouvellement industrialisées de Hong-Kong et de Taipei en Chine, de la République de Corée et de Singapour – ont été les plus durement touchées. Le PIB des

*Les économies de l'Asie en développement dépendent très fortement du commerce mondial.*

Shikha Jha

Joseph E. Zveglic, Jr.

Département Économie et recherche  
Banque asiatique de développement  
Manille, Philippines  
jezveglic@adb.org



Photo: dpa/picture-alliance

économies les plus ouvertes de l'Asie en développement devrait reculer en 2009, en raison de l'effondrement du commerce mondial.

Le ralentissement de la croissance freinera le rythme de réduction de la pauvreté dans l'Asie en développement. Plus de 60 millions de personnes que l'on aurait pu faire passer au-dessus du revenu du seuil de pauvreté de 1,25 dollar US par jour, si la forte croissance de la région s'était poursuivie en 2009, resteront dans la pauvreté la plus absolue (Hasan, Cain, et Magsombol; 2009). En outre, les estimations de la BAD, du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) des Nations unies (2008) laissent entendre que la croissance économique contribue de manière significative à la réali-

sation des objectifs du Millénaire pour le développement non liés au revenu. En d'autres termes, l'Asie en développement sera freinée dans ses efforts d'éradication de toutes les formes de pauvreté en raison du ralentissement à l'échelle de la planète.

### ■ Effets de la crise sur l'Asie rurale

Les économies de la région les plus durement touchées par la crise sont relativement développées et ont des structures de production constituées largement d'industries et de services. Même dans les économies les moins avancées, c'est dans le secteur de l'exportation et les centres de production que les signes de la crise sont les plus perceptibles. Les usines à forte intensité de main-

d'œuvre ou orientées vers l'exportation – comme l'électronique et les jouets en République populaire de Chine (RPC) et en Asie du Sud-Est, les sites de polissage de diamants et de tricot en Inde et les usines de vêtements et de chaussures au Bangladesh, au Cambodge, en Indonésie et au Sri Lanka – ont été touchées de plein fouet lorsque la demande des pays industrialisés s'est contractée. Les relations entre le secteur manufacturier et les marchés de l'emploi ruraux ne doivent cependant pas être ignorées.

Le déclin des activités manufacturières portera un coup immédiat à



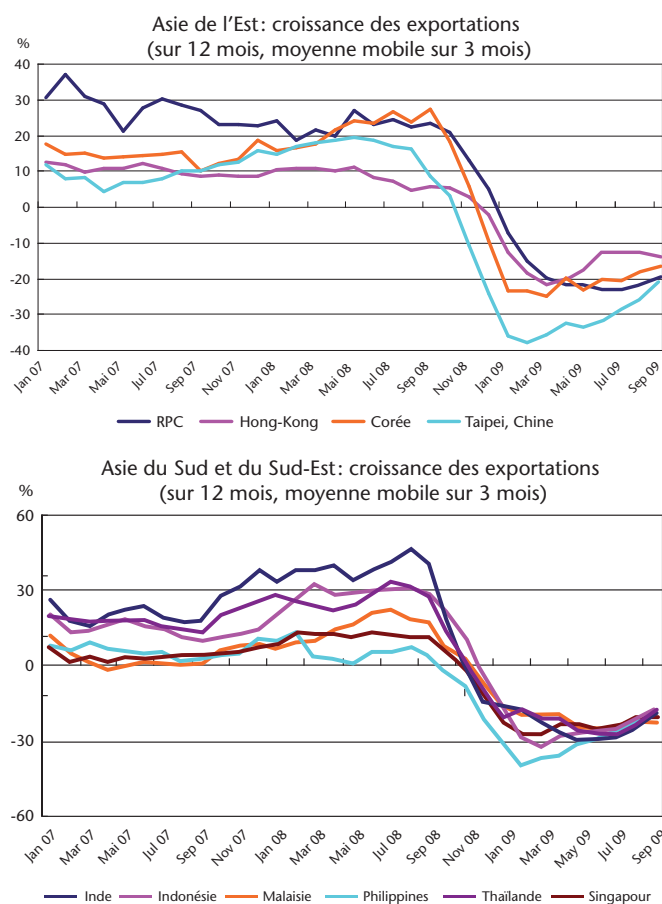
Photo: ADB/Richard Abrina

*Dans la plupart des pays asiatiques, les mesures de relance tendent davantage vers les investissements en infrastructures qu'à l'amélioration des filets de sécurité sociale tels que les indemnités de chômage.*

l'emploi rural. Une répercussion directe se fera sentir dans les usines de production qui s'étaient installées dans les zones rurales pour tirer profit d'une main-d'œuvre moins chère ou d'incitations financières mises en place pour décongestionner les villes et les agglomérations. Par ailleurs, la hausse d'emplois manufacturiers relativement plus rémunérateurs a attiré ces dernières années une main-d'œuvre en excès en provenance des zones rurales. De nombreux travailleurs vont désormais retourner dans leurs campagnes tandis que ceux qui resteront en ville feront face à de moindres perspectives d'emploi. Par exemple, la concentration des migrants ruraux dans le secteur privé informel et dans les sociétés orientées vers l'exportation a réduit leurs salaires bien en dessous des salaires du secteur formel. La perte de revenus non agricoles pourrait être dévastatrice pour les foyers ruraux vulnérables.

Les familles qui comptent sur les envois de fonds des travailleurs de l'étranger ne seront pas non plus épargnées. Le ralentissement subi par les principa-

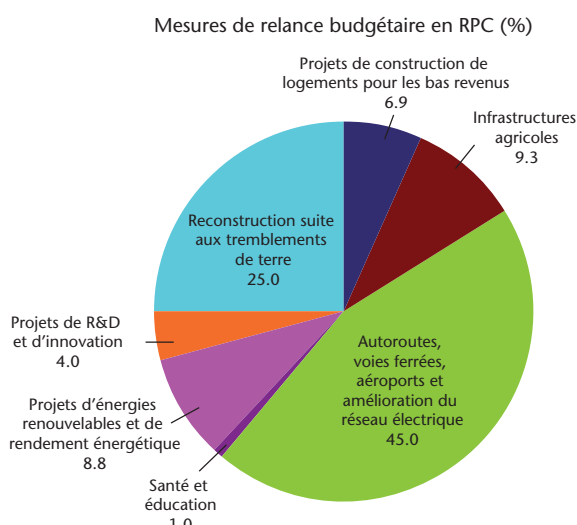
**Figure 1 : Croissance des exportations de l'Asie en développement**



Source: CEIC Data Company Ltd., téléchargé le 09 novembre 2009



**Figure 2 : Mesures de relance budgétaire en République populaire de Chine (RPC)**



Source : Norton Rose Group. The PRC Fiscal Stimulus Package. Disponible sur : <http://www.nortonrose.com/knowledge/publications/2009/pub18883.aspx?lang=en-gb&page=all>

les économies industrielles – ainsi que par le Moyen-Orient et la fédération de Russie – devrait tempérer la demande de travailleurs étrangers en provenance de l'Asie en développement et réduire les transferts de fonds. Depuis le début de la crise, les envois de fonds vers le Bangladesh et les Philippines ont diminué. Dans les économies de l'Asie centrale, du Sud et du Sud-Est où les envois de fonds contribuent nettement au revenu national, la baisse des transferts sera un coup terrible pour les ressources des familles bénéficiaires. L'impact pourrait être le plus prononcé dans les économies telles que les Philippines, où les envois de fonds représentent environ 10 pour

cent du PIB et constituent quelque 80 pour cent du revenu des ménages destinataires.

Les forces qui alimentaient les bulles des marchés des actifs dans les pays développés ont contribué à d'importantes fluctuations des prix des produits de base au cours des dernières années (*ADO 2008 Update*). Les produits de base sont devenus la nouvelle catégorie d'actifs pour les spéculateurs à la recherche de rendements élevés, aggravant ainsi la volatilité des prix.

Les prix du pétrole et des produits de base autres que le pétrole ont régulièrement augmenté au cours de ces dernières années, pour finalement dégringoler de leurs niveaux record lorsque les grands pays industrialisés ont glissé dans la récession en 2008. Les politiques protectionnistes des pays exportateurs de produits alimentaires (notamment les contrôles à l'exportation en Inde, en Thaïlande et au Viêt Nam) peuvent avoir privé les agriculteurs des prix mondiaux élevés. En outre, le déclin de la consommation urbaine et de la demande d'exportations de produits manufacturés est synonyme de baisse de la demande de produits agricoles et matières premiè-

res. Tandis que les prix restent malgré tout élevés comparés à leurs niveaux historiques, les fortes oscillations des prix des produits de base reflètent l'incertitude permanente quant à une reprise économique.

### ■ La riposte de l'Asie en développement

Lorsque le ralentissement économique s'est emparé de la planète, les autorités de nombreux pays de la région ont assoupli leurs politiques monétaires afin de garantir des liquidités adéquates face à la contraction du crédit. Les taux directeurs en particulier ont été réduits dans toute la région. La chute des prix de l'énergie et des produits de base a permis de poursuivre une politique monétaire plus souple puisque les pressions inflationnistes s'affaissaient. Dans un effort supplémentaire de sauvegarder la fiabilité des systèmes bancaires, certaines autorités monétaires ont mis en place des garanties des dépôts ou les ont étendues. Ces efforts ont aidé à stimuler la confiance dans le système financier mais n'ont eu que peu d'effet pour contrebalancer les répercussions sur la croissance du déclin de la demande d'exportations. En conséquence, les autorités de la région ont commencé à se tourner vers une politique budgétaire.

Dépenses publiques plus élevées, réductions d'impôts et taux d'intérêt plus faibles sont supposés relancer la consommation et l'investissement et résorber le déclin des dépenses du secteur privé. Dans les principaux pays industriels, ce que l'on appelle les stabilisateurs automatiques (tels que systèmes d'impôt progressif et indemnités chômage) sont déclenchés en périodes de récession comme mesure de relance

*Les signes de la crise sont les plus flagrants dans les usines à forte intensité de main-d'œuvre ou orientées vers l'exportation, comme l'habillement et l'électronique en Chine et en Inde.*



Photo : ADB/Biggs Javellana

*La Banque asiatique de développement a réagi à la crise par une intensification des investissements dans l'agriculture et le développement rural avec une attention spéciale pour la sous-région du Grand Mékong, le Bangladesh et la Mongolie.*

budgétaire supplémentaire. Cependant, dans l'Asie en développement, ces stabilisateurs sont rares et les filets de sécurité sociale inadéquats et inefficaces. Les mesures de relance annoncées par les pays asiatiques tendent généralement vers l'investissement dans les infrastructures, qui favoriserait la croissance à long terme.

Par exemple, les autorités de la République populaire de Chine ont annoncé un train de mesures budgétaires considérable de quatre billions de yuans – CNY – (équivalant à 13 % du PIB) constitué essentiellement d'investissements en infrastructures (cf. Figure 2). En République populaire de Chine, le soutien budgétaire accorde aussi une priorité importante au renforcement de la promotion des petites et moyennes entreprises et à l'amélioration des niveaux de vie des populations rurales. Ces mesures incluent l'agrandissement des magasins et centres de distribution dans les zones rurales, des investissements dans les soins de santé, l'extension des régimes de retraite publics, des subventions pour les appareils électroniques, une baisse des taux d'intérêt et des impôts afin de réduire le coût du logement, ainsi que le versement de dividendes par les sociétés publiques rentables. L'on observe les premiers signes de l'effet de la relance sur la reprise des activités de construction, des transactions immobilières, de la grande distribution et des prêts bancaires. Les sociétés ont aussi commencé à se réapprovisionner en prévision d'une demande plus élevée.

Depuis décembre 2008, le gouvernement indien a annoncé des mesures de relance budgétaire représentant 1,5 pour cent du PIB. Les autorités ont alloué des fonds supplémentaires



Photo : dpa/picture-alliance

à des programmes essentiels d'infrastructures rurales et de sécurité sociale, autorisé le financement défiscalisé de projets d'infrastructures public-privé et lancé un nouveau régime de retraite pour tous les salariés du secteur privé et indépendants.

Cependant, ces mesures, ainsi que les dépenses hors budget, ont dépassé les objectifs de la politique budgétaire que le gouvernement s'était fixé, ce qui laisse peu de latitude pour des dépenses supplémentaires dans le budget global pour 2009–2010. Les mesures de relance destinées aux zones rurales étaient fortement axées sur le soutien des prix et des revenus. Or, de telles mesures combattent uniquement les facteurs cycliques et ne fournissent pas les bases nécessaires à des augmentations soutenues de la productivité agricole et des revenus des ménages ruraux. Le gouvernement s'est engagé à maintenir ses mesures de relance budgétaire jusqu'à démonstration d'une croissance économique soutenue.

Les gouvernements de la région font face au difficile défi d'atténuer les effets de la crise tout en poursuivant en même temps leurs objectifs de développement à long terme. Compte tenu des stabilisateurs automatiques généralement faibles et des vastes écarts

de production en Asie, les mesures de relance budgétaire peuvent jouer un rôle essentiel. Les projets d'investissements publics tels que l'infrastructure rurale (voirie, irrigation, énergie), les transports publics et les logements à loyer réduit, associés à des programmes de filet de sécurité bien conçus, peuvent créer des emplois, réduire la pauvreté et favoriser la croissance. Veiller à ce que les petites et moyennes entreprises ne soient pas privées de crédit serait un autre élément productif des mesures de relance. Au lieu de subventions éphémères, un meilleur accès des populations pauvres aux services financiers pourrait les aider à créer des actifs et ainsi réduire la pauvreté.

La Banque asiatique de développement a répondu à la crise en augmentant de deux millions de dollars US ses investissements en matière d'agriculture et de développement rural pour 2009 dans l'Asie en développement. En 2008, elle a investi 1,2 milliard de dollars US pour créer de nouvelles opportunités d'emplois ruraux et soutenir l'infrastructure rurale, la finance rurale, les chaînes d'approvisionnement alimentaire et la technologie agricole. Un soutien spécifique a été approuvé pour la sous-région du Grand Mékong, le Bangladesh, la Mongolie, le Pakistan et le Sri Lanka.